

L'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : Une analyse économétrique avec données de panel

The impact of political stability on sustainable economic growth in the CEMAC zone: An econometric analysis with panel data

Fadimatou Garga DAMDAM, (Monitrice-chercheur)

*Laboratoire des Economies Appliquées (LEA)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Ngaoundéré, Cameroun*

Charles Alain BITA, (Enseignant-chercheur)

*Laboratoire des Economies Appliquées (LEA)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Ngaoundéré, Cameroun*

Jean Hugues NLOM, (Enseignant-chercheur)

*Laboratoire des Economies Appliquées (LEA)
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion
Université de Douala, Cameroun*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion Université de Ngaoundéré
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	DAMDAM, F. G., BITA, C. A., & NLOM, J. H. (2023). L'impact de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : Une analyse économétrique avec données de panel. International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics, 4(2-2), 76-93. https://doi.org/10.5281/zenodo.7786147
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: February 20, 2023

Accepted: March 30, 2023

L'impact de la stabilité politique sur croissance économique soutenable dans la zone CEMAC : Une analyse économétrique avec données de panel

Résumé

Ce papier examine l'effet de la stabilité politique à la lumière de la croissance économique soutenable (CES). Analyse faisant, de nombreuses variables ont été examinées dans la littérature en tant que déterminants de la qualité des institutions parmi lesquels on a la stabilité politique. Elle joue un rôle primordial et indispensable dans le processus de croissance économique et d'innovation en améliorant le bien-être social des pays influencer directement sur leur DD. Cette lecture est importante avec le regain d'intérêt pour la qualité des institutions dans l'explication des performances économiques, et ce particulièrement après le déclin des analyses d'ordre micro-économique, notamment dans le cadre de la théorie de la croissance endogène, la théorie des coûts de transaction, la théorie de l'agence et la nouvelle économie institutionnelle (Kouchad et Dinar, 2020). Ces dernières ayant montré leurs limites dans l'étude d'un phénomène aussi complexe justifient que ses facteurs contribuent à l'explication du lien entre la stabilité politique et la croissance soutenable. L'analyse empirique est effectuée en panel dynamique sur un échantillon probabiliste de pays de la CEMAC en utilisant les données annuelles de 1995 à 2020. Avec la méthode des doubles moindres carrés (DMC) appliquée, les résultats obtenus suggèrent que : la stabilité politique a un effet positif et significatif sur la CES en zone CEMAC. Cette étude indique que les enjeux économiques restent majeurs, mais les réponses que les institutions leur apportent doivent éclairer et respecter les contraintes sociales et environnementales, si on veut qu'elles s'inscrivent dans le long terme et qu'elles participent à une croissance des richesses actuelles qui n'oblité pas les choix des générations futures. Nous soutenons donc l'idée selon laquelle pour qu'un pays se développe il a besoin à la fois d'améliorer ses institutions et que celles-ci sont inter-reliés et fonctionnent d'une manière semblable au sein d'un même pays.

Mot clés : développement durable, stabilité politique, croissance économique soutenable et CEMAC.

Classification JEL: B52 O43, O47

Type de l'article : Recherche appliquée.

Abstract

This paper examines the effect of political stability on sustainable economic growth (SEG). To do so, many variables have been examined in the literature as determinants of institutional quality, including political stability. Political stability plays an essential role in the process of economic growth and innovation by improving the social well-being of countries, directly influencing their SD. This reading is important with the renewed interest in the quality of institutions in the explanation of economic performance, especially after the decline of microeconomic analyses, notably in the framework of endogenous growth theory, transaction cost theory, agency theory and the new institutional economics (Kouchad et Dinar, 2020). The latter having shown their limitations in the study of such a complex phenomenon, justify that its factors contribute to the explanation of the link between political stability and sustainable growth. The empirical analysis is conducted in a dynamic panel on a probability sample of CAEMC countries using annual data from 1995 to 2020. With the double least squares (DLS) method applied, the results obtained suggest that: political stability has a positive and significant effect on ESC in the CAEMC zone. This study indicates that the economic stakes remain high, but the responses provided by institutions must be informed and respect social and environmental constraints in order to be sustainable and contribute to a growth in current wealth that does not obliterate the choices of future generations. We therefore support the idea that for a country to develop, it must both improve its institutions and that these institutions are interdependent and function similarly within the same country.

Keywords: sustainable development, political stability, sustainable economic growth and CAEMC

Classification JEL: B52 O43, O47.

Paper type: Empirical research.

1. Introduction

Depuis le début du vingtième siècle, les nouvelles stratégies de développement ayant pour objectif principal la lutte contre la pauvreté et les inégalités ont accordé une place capitale à la qualité des institutions (El Jabri, 2022 ; Clarke, 2013). Elle constitue désormais le pilier d'un développement durable, particulièrement pour les pays en voie de développement. Dans cette perspective, le maintien de la stabilité politique constitue l'une des préoccupations majeures dans la mesure où de nombreuses initiatives visant la suppression de l'instabilité politique ont été entreprises par les organisations internationales. Au départ, le rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies de 1987 (CMED, 1988), dit rapport Brundtland, définit le développement durable (DD) comme le « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins ». Ce concept, bien que maintenant classique, théorise les préoccupations économiques, sociales et environnementales et renvoie à différentes conceptions des rapports de l'homme avec la nature, de la place de l'économie, et des hommes entre eux. En effet, le DD inaugure, selon le rapport Bruntland, « une nouvelle ère de croissance économique, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable ». La croissance économique est cependant en grande partie fondée depuis près de deux siècles sur l'exploitation de ressources non renouvelables, à l'origine des dégâts écologiques (Rist, 2002). Mais faudra aussi signaler que c'est le système politique (institution) qui définit et applique les règles formelles du jeu économique et donc la principale source de performance économique (North, 2005).

Depuis le début des années 1900, le rapport relatif à la qualité des institutions et création durable des richesses constitue l'un des centres d'intérêt privilégiés de la théorie économique. Après le bilan mitigé des mesures entreprises dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, un regain d'intérêt au profit de la qualité des institutions s'est nettement manifesté (Haoudi et Dada, 2019). Dès lors, les performances économiques et les écarts de développement entre pays ne peuvent être expliqués exclusivement par des déterminants macro-économiques ni par la substitution de l'État (Kouchad et Dinar, 2020). Aborder la stabilité politique à la faveur de la croissance soutenable peut enrichir notre façon d'appréhender le lien causal entre ces concepts, il sera judicieux de mettre un accent particulier sur les indicateurs qui échappent aux théories traditionnelles, à l'instar de la stabilité politique (Haoudi et Dada, 2019).

Un nombre important de chercheurs s'accordent pour désigner la qualité des institutions comme étant le principal déterminant des différences entre les pays en termes de niveau de développement économique et humain (Kouchad et Dinar, 2020). Mais rares sont ceux qui ont mis l'accent particulier sur le lien entre la stabilité politique et la CES et c'est pour contribuer à la relance du débat autour de cette question que nous avons choisi d'aborder ce thème (Haoudi et Dada, 2019).

L'objectif de ce présent manuscrit est de proposer une revue de littérature et une étude méthodique recensant les recherches précédentes sur notre problématique de recherche sur cette relation. Ainsi, la principale question à traiter est la suivante : « Quel est l'impact de la stabilité politique sur la croissance économique durable des pays de la CEMAC ? » Néanmoins, les études empiriques les plus récentes ont indiqué que ce lien est très limité (Kouchad et Dinar, 2020). Pour pouvoir apporter une réponse à cette interrogation, nous réaliserons un examen de la littérature accentué sur les contributions scientifiques et empiriques de la littérature économique du lien entre ces deux variables.

2. La croissance économique dans la sous-région CEMAC

2.1. Fondements théoriques et principales sources de la croissance économique

Parmi la pléiade d'études relayées par la littérature de la croissance endogène, exogène et la nouvelle économie institutionnelle, très peu d'entre elles expliquent l'insuffisance des déterminants qualifiés d'immédiats (Rodrik et al., 2002). Une croissance économique ne peut avoir lieu sans la contribution des différents facteurs qui la déterminent. En effet, ils contribuent pour l'accroissement de la production de l'économie dans le temps (Myrdal, 1968). Ces facteurs sont tous indispensables dans ce processus, mais ils se différencient néanmoins en fonction de leurs effets sur la production. Ces facteurs à savoir l'investissement, l'innovation, l'ouverture commerciale, les institutions et la géographie expliquent réellement cette croissance (Okombi, 2017).

Les premiers économistes s'intéressaient principalement à l'accumulation de capital physique pour expliquer les variations de production (Ngouhouo et al., 2021). Suite à cette idée, l'investissement est considéré comme la première source de la croissance soutenue. Il entraîne un déplacement vers l'extérieur de la frontière des possibilités de production de l'économie pour qu'il accroisse la capacité productive du pays (Myrdal, 1968). La défaillance flagrante de bon nombre de politiques de développement a remis en cause la relation absolue entre croissance et investissement. Ce qui a conduit les recherches en économie à identifier un autre moteur de croissance, à savoir le progrès technique (Okombi, 2017). En effet, s'il y a progrès technique ou amélioration des procédés de production des biens, avec un même ratio capital-travail, le travailleur produit plus qu'il ne le faisait auparavant. Pour ainsi dire, le progrès technique entraîne une amélioration de la productivité de l'économie ou des travailleurs qu'emploie l'économie (North, 1994).

Si Schumpeter fut le premier à montrer que le progrès technique est à l'origine d'une croissance de long terme, l'idée que l'innovation constitue un moteur de la croissance est désormais répandue et admise par tous. Ainsi, l'innovation est un facteur déterminant de la croissance et des performances de l'économie mondialisée. Elle donne naissance à de nouvelles technologies et de nouveaux produits qui aident à répondre aux enjeux mondiaux comme ceux de la santé ou de l'environnement. En transformant les modalités de production des biens et de prestation des services, elle stimule la productivité, crée des emplois et contribue à améliorer la qualité de vie des citoyens (OCDE, 2007). Elle constitue le moteur d'une croissance durable, basée sur l'accumulation de connaissances, conduit à une croissance sur le long terme et ceci d'autant plus qu'elle oriente l'économie vers une utilisation rationnelle des ressources finies ; (Lukasik, 2009). En effet, lorsque la croissance provenait seulement de l'accumulation du capital, il n'était pas possible de concevoir une croissance durable, car celle-ci a tendance en fin de compte à épuiser les ressources. Certains économistes et politiques s'accordent donc pour faire de l'innovation la solution aux problèmes de croissance rencontrés dans le monde (Elkhider et Elmaataoui, 2022). Dans leurs modèles théoriques de la CED, Grossman et Helpman (1990) prouvent que l'ouverture commerciale améliore le transfert de nouvelles technologies facilitant le progrès technologique, la qualité de la main-d'œuvre et l'amélioration de la productivité. Ce consensus repose sur la prétention que l'ouverture commerciale crée les incitations économiques qui amplifient la productivité par deux dynamiques : à court terme, elle réduit la mauvaise allocation d'utilisation de ressource ; lorsqu'elle stimule les exportations, elle peut avoir des effets positifs sur la croissance et lorsque les importations concourent à l'augmentation de la production. Ce qui fait que le signe attendu reste donc ambigu particulièrement dans le cas des PED (Ekobo et Ngomsi, 2017). À long terme, il facilite le transfert du développement technologique (Ngouhouo et al., 2021).

La géographie peut influencer d'une manière directe le revenu en agissant sur la productivité agricole d'un pays et les autres facteurs à savoir les institutions et l'intégration économique

entretiennent des relations causales plus au moins réciproques (Okombi, 2017). Sans pour autant négliger que les institutions appropriées qui favorisent les croissances économiques peuvent être le fruit d'une croissance forte menée dans un pays donné (Kouchad et Dinar, 2020). De même, North et Aoki (1990) expliquent que les sources d'une croissance durable sont à rechercher d'abord dans l'existence d'arrangement institutionnel offrant les incitations nécessaires à une organisation efficiente.

2.2 Contexte économique de la CEMAC

La croissance dans les faits analyse les performances économiques de la région et les perspectives pour les prochaines années dans le cadre de son développement durable. La CEMAC est dotée d'une richesse très importante en ressources naturelles, notamment en ressources énergiques et minérales. Cependant, il convient de souligner que le taux de croissance dans la sous-région devrait s'établir autour de 3,5 % en 2020 et 2021, contre 1,5 % en 2018 et - 0,2% en 2017, il est relativement très faible (CNUCED, 2019).

Toutefois, malgré ses richesses, la sous-région affiche des taux de croissance laxistes. Le niveau du PIB par habitant a été plus lent que dans la plupart des pays de l'ASS. Alors que le revenu moyen par habitant a constamment augmenté en ASS et le PIB moyen par habitant a augmenté de façon modeste depuis le début des années 2000, sa hausse est plus modérée dans cette zone. Elle a été très instable et dépendante du pétrole, à l'exception de la RCA, les économies de la CEMAC restent surtout tirées par le secteur pétrolier, ce qui explique la volatilité plus élevée que la croissance moyenne (BEAC, 2017). Généralement cette croissance est associée à la variation des prix du pétrole, la performance du secteur pétrolier explique la croissance très rapide du PIB par habitant en Guinée Équatoriale et la forte contraction de l'économie gabonaise en 1999. En outre, la disparité du PIB par habitant entre les pays de la CEMAC est relativement importante et s'est accentuée au cours des deux dernières décennies. Alors que la moyenne régionale du PIB par habitant avoisinait 20 % de la moyenne des deux pays les plus riches (Guinée Équatoriale et Gabon) au début des années 1990, ce ratio était autour de 16 % en 2013. Par conséquent le taux d'inflation et l'abondance des ressources naturelles ont eu une influence négative sur la productivité (Okombi, 2017).

Dans un autre contexte, bien que la plupart des pays de la sous-région d'Afrique centrale aient réalisé au cours de la décennie écoulée des performances appréciables en termes de croissance économique, il est important de relever que cette performance reste très vulnérable en raison i) de la faible diversification de l'économie, ii) de la forte dépendance par rapport aux matières premières agricoles, forestières, pétrolières et minérales, iii) de la forte vulnérabilité par rapport aux fluctuations des cours des matières premières sur les marchés internationaux, iv) de crises sociopolitiques, etc. La tendance générale d'attraction des IDE dans la région montre une forte baisse amorcée depuis les jours de la crise économique, financière, alimentaire et sanitaire des années 2008, 2009 et 2019, aggravés par le défi du changement climatique (OCDE, 2005, Fosu, 1992).

L'Afrique centrale est particulièrement marquée par un contexte sécuritaire volatile. Cette situation résulte en grande partie des activités de groupes terroristes dans le bassin du lac Tchad (nord du Cameroun, ouest du Tchad, sud-est du Niger, nord-est du Nigeria) et de plusieurs conflits autour du contrôle des richesses naturelles ou de troubles postélectorales (Etsiba et al., 2018). Ces conflits ont engendré de nouveaux défis humanitaires, tels que des déplacements massifs de populations et un afflux de réfugiés. La formation brute de capital fixe a représenté 22 % du PIB en 2018, contre 31 % en 2015, ce qui s'explique principalement par la baisse des investissements miniers. En outre, les contraintes sécuritaires ont freiné les investissements et entravé l'entrepreneuriat privé (CNUCED, 2020).

Il convient également à signaler que la CEMAC souffre aussi d'une faible intégration régionale puisque son niveau d'ouverture commerciale reflète un taux moyennement faible. Puisque les

bien-être matériel est un pré requis pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Il passe forcément par une croissance économique qualitative (Etsiba et al., 2018).

3.2. Revue de la littérature

Les débats sur la pauvreté, les inégalités, la dégradation continue de l'environnement, l'efficacité gouvernementale, la stabilité politique et le bien-être durable expriment des inquiétudes sur le devenir de l'Afrique (Kouchad et Dinar, 2020). Depuis les travaux de North (1990), la prise en compte de la qualité des institutions dans l'explication des performances économiques des pays, revêtent un intérêt toujours grandissant. Préalablement à la présentation des travaux empiriques, passons d'abord en revue la littérature théorique.

La littérature sélective parlant de l'effet de la qualité des institutions sur la croissance soutenable est dominée par deux principales théories à savoir la théorie des coûts de transactions et la nouvelle économie institutionnelle. On peut évoquer en premier lieu le débat sur l'hypothèse de Jensen et Wantchekon, (2004) et Clark (1997), pour la plupart des analystes du développement et des institutions, le grand dilemme à résoudre dans ce cas, réside dans la nature et la qualité des institutions régulatrices de la vie politique, économique, sociale et environnementale. En plus, la théorie de la croissance endogène de Barro (1996) soutient que les dépenses publiques améliorent la productivité des facteurs de production. Elle vise à montrer à quel point la qualité des institutions est indispensable à la promotion d'une performance économique fiable (Etsiba et al., 2018).

De même, la nouvelle économie institutionnelle (NEI) peut être considérée comme un modèle décrivant le processus de la croissance durable, car elle explique le lien entre la qualité des institutions et cette dernière. Selon certains auteurs (Barro, 1996 ; Clarke, 2013 Kaldor, 1970 ; Williamson, 2000), des institutions efficaces et stables (droits de propriété efficaces, système judiciaire opérationnel, absence de corruption, etc.) créent un environnement propice à l'accumulation du capital, elles favorisent un ajustement plus souple des ressources aux changements des conditions intérieures et extérieures, et génère de ce fait une croissance plus rapide et durable. De plus, la recherche de l'efficacité économique empêcherait l'existence des institutions inefficaces, c'est-à-dire des institutions de droits de propriété et autre qui ne permettent pas de maximiser le revenu de l'ensemble de la société (Williamson, 2000). Cette théorie de l'efficacité des institutions stipule que chaque société choisit des institutions économiques efficaces permettant de maximiser le revenu global du pays et la distribution des gains issus de ces institutions est indépendante de la distribution du pouvoir politique (Coase, 2000).

À ce sujet, Sekkat et Méon (2004) montrent de façon similaire qu'il existe des canaux relatifs de transmission à la relation entre la stabilité politique et la croissance soutenable. Autrement dit, la bonne qualité des institutions favorise les IDE qui va booster la Croissance. Celle-ci a un rôle important à jouer dans la promotion du plein emploi productif et un travail décent pour tous. En plus, une bonne qualité des institutions à l'instar de la stabilité politique pour un pays est un bon canevas d'une croissance d'aujourd'hui en assurant la croissance future (Helliwell, 1994 et Gnanngnon, 2019). Ceci indique que les institutions de bonne qualité sont une condition préalable importante pour une croissance durable du PIB à long terme et du développement (Acemoglu et Robinson, 2012). En outre, la démocratie stable est un facteur déterminant de la croissance. Elle favorise une stabilité politique et des performances encore plus importantes en ce qui concerne la voix citoyenne et la responsabilité (Kauffman et al., 2017).

Parlant de ses effets négatifs, une multitude d'études soulignent cette nuisance. En effet, la corruption devrait réduire la croissance du fait qu'elle fausse l'allocation des ressources, empêche leur maximisation et diminue les incitations à l'investissement (Haoudi et Dada, 2020). En effet, on constate que la bureaucratie (le formalisme procédural) est plus importante dans les pays de droit civil que dans les pays du droit commun, et elle est associée à une durée

de traitement judiciaire plus longue, moins de cohérence, moins d'honnêteté, moins d'équité dans les décisions de justice et plus de corruption (Lauth, 2014 ; Mauro, 1995). De sa part, El Morchid (2016) suggère que la corruption est associée aux pratiques relevant d'institutions informelles à connotation négative. La corruption réduit divers investissements (Gerged et Elhaddad, 2020), réduit l'efficacité des gouvernements puisqu'ils maximisent les rentes provenant du contournement de la bureaucratie plutôt que le bien-être, réduit la capacité des gouvernements à lever des impôts sur son économie.

L'instabilité politique est présentée comme une situation de conflits armés, émeutes au sein d'un pays (Kpodar, 2006). Elle est susceptible d'affecter les intermédiaires dans l'exercice de leur fonction. En effet, l'instabilité politique accroît le niveau d'incertitude au sein de l'économie ; ce qui peut conduire à allouer les ressources en direction des mauvais projets. Certains économistes, à l'instar de Svensson (1998), sont généralement unanimes sur l'effet négatif de l'instabilité politique sur la croissance.

L'impact de la qualité des institutions sur la croissance durable s'analyse aussi dans le cadre d'une interaction effet positif et effet négatif (Kouchad et Dinar, 2020). Il convient de souligner avec acuité que les institutions ne sont pas des personnes, ce sont des coutumes et des règles qui fournissent un ensemble d'incitations et de dissuasions pour les individus (North, 1986). Elles définissent l'ensemble des choix possibles, et par la suite les coûts des transactions et de production et améliorent la faisabilité et la profitabilité de l'acte entrepreneurial. Elles fournissent en plus des incitations et forment la direction de changement vers la croissance économique, la stagnation ou le déclin (North, 1991). Cependant, il revient aux dirigeants et aux organisations internationales d'y veiller pour pouvoir mener à bien son fonctionnement, sinon, elles seront porteuses d'un germe amer pour l'investissement, le développement économique et par conséquent la performance économique d'un pays menant ainsi à sa perte (Brock et Taylor, 2005). Donc, il faut toujours un peu d'arbitraire et d'imprécision pour qu'elle soit prometteuse d'une activité meilleure aux pays de cette sous-région. Néanmoins, il convient de souligner que ni les institutions ni le climat ne créent de richesse, ils ne sont que des facteurs préalables favorables à la création de richesse (Fosu, 1992).

On trouve une large littérature empirique soulignant l'importance d'une bonne institution comme facteur déterminant de la croissance et du développement (Fosu, 1992). Cette littérature se manifeste sous forme d'études en coupe transversale de la croissance à travers les pays qui cherchent à établir une corrélation positive entre ces concepts (Londregan et Poole, 1992). Les institutions économiques et politiques sont inter-reliées au point que certains chercheurs parlent indifféremment de croissance économique ou de développement d'un pays (North, 1994). En effet, « malgré leurs différences, le développement des États et la croissance des marchés se produisent ensemble » (Carruthers, 2007).

À partir d'une analyse fondée sur le choix du sens de causalité entre institutions et croissance, Tsassa et Yamb (2001) apportent une preuve de contribution empirique à l'influence de ce lien. Ils ont montré que la stabilité politique fait booster la croissance économique et la rend plus performante en ASS. Rachdi et Saidi, (2015) mènent une étude sur un panel de 17 pays de la région MENA pour une période allant de 1983 à 2012 et montre que la démocratie a un effet négatif et significatif sur la croissance de la région MENA. En plus, l'efficacité du gouvernement a un effet significatif sur la croissance de la région ; donc la qualité des politiques publiques, des processus gouvernementaux ainsi que l'indépendance de l'administration vis-à-vis des pressions politiques, impacte positivement le niveau de la croissance économique (Rachdi et Saidi, 2015).

En faisant une étude sur 113 pays et sur la période 1950-1982, Alesina et al., (1996) trouvent que la stabilité politique est la cause principale de la croissance économique et du bien-être. En effet, les auteurs modélisent les effets de l'instabilité politique, en mesurant la probabilité d'un changement de gouvernement par trois définitions du changement (chaque changement dans le

gouvernement, les changements majeurs dans le gouvernement et les coups d'État). L'estimation de la relation entre la croissance du revenu par habitant et une gamme de variables donne des résultats robustes indiquant que l'instabilité politique a un impact négatif sur la croissance (Mauro, 1995). En plus le modèle de Landregan et Poole (1990), qui repose sur un échantillon de 121 pays couvrant la période 1950-1982, montre que le faible taux de croissance augmente la probabilité de réalisation d'un coup d'État. De plus, Alesina et al., (1996) montrent sur un échantillon de 113 pays sur la période 1950-1982, que l'instabilité politique a un effet négatif et significatif sur la croissance économique.

De ce qui précède, nous constatons qu'il n'existe pas de consensus sur les travaux consacrés à l'analyse de la relation de cause à effet entre la stabilité politique sur la croissance économique. Nous pouvons aussi déduire par rapport à ce sujet que la stabilité politique peut être assimilée aux institutions informelles et qu'elle est en interaction avec cette dernière. Ces divergences de point de vue peuvent aussi s'expliquer par les différentes méthodes d'évaluation utilisées et les caractéristiques propres à chaque région. Il est donc intéressant, dans le cadre de notre article, d'analyser l'effet de la stabilité politique sur la croissance économique soutenable des pays de la CEMAC.

Les hypothèses que nous pouvons formuler pour répondre à notre problématique et qu'il convient de confirmer ou d'infirmer sont :

H1 : la stabilité politique a un effet positif et significatif sur la croissance soutenable dans la zone CEMAC ;

H2 : la stabilité politique n'a pas un effet positif et significatif sur la croissance soutenable dans la zone CEMAC.

4. Cadre méthodologique de l'analyse

4.1. Choix de variables et données

Le choix du modèle économétrique à utiliser dans la présente contribution est fonction de l'objectif fixé, la disponibilité et la fiabilité des données et de la simplicité ou la robustesse des tests économétriques utilisés.

La variable dépendante de notre modèle est le PIB réel par habitant. Il s'est avéré approprié pour capter la croissance économique plutôt que sa performance (Solow, 1956 ; Romer, 1986 et Lucas, 1988). De manière générale, le taux de croissance permet de mesurer l'évolution d'une grandeur (chiffre d'affaires, PIB, volume d'affaires...) d'une période à une autre ou d'une année à l'autre, d'un mois à l'autre (Mankiw et al., 1992).

La principale variable indépendante est la variable qualité des institutions qui correspond à l'indicateur de stabilité politique (STAP). Elle mesure la probabilité de changements violents de régime ou de gouvernement, ainsi que de menaces graves à l'ordre public, y compris le terrorisme. Elle impacte positivement le niveau de la croissance économique, donc le signe attendu est positif. Autrement dit, plus il est élevé, plus la stabilité politique est grande.

Ce PIB par habitant dépend aussi d'autres variables de contrôle à savoir : Formation Brut du Capital Fixe (FBCF) inclut les améliorations foncières, usines, machines et achats d'équipement, la construction des routes, des chemins de fer, des écoles, des bureaux, des hôpitaux, des logements résidentiels privés, et des bâtiments commerciaux et industriels. Cette variable permet de connaître le pourcentage de la richesse consacré à l'investissement chaque année et représente le taux d'investissement qui est la part de l'investissement par rapport à la richesse produite en pourcentage du PIB. Le signe attendu est positif.

Ouverture commerciale (OUV), généralement mesurée par le ratio des exportations et des importations sur le PIB. C'est le rapport entre la somme des exportations et des importations et le niveau du PIB. Plus un pays s'ouvre vers l'extérieur, plus ce pays crée de la richesse. Le

signe attendu est positif (Sakyi et Afesorghor, 2019). Elle élargit le marché des pays et augmente le nombre et la qualité des biens intermédiaires utilisables dans la production (Michaely, 1977 ; Kormendi et al., 1985 ; Frankel et al., 1999). Le signe attendu est positif.

Population active (PA) permet d'accroître le marché intérieur au sein d'un pays. Ce qui peut attirer les investisseurs étrangers et peut influencer négativement la croissance à long terme dans la mesure où, les nouvelles technologies entraînent une hausse du chômage. Il est mesuré la proportion des personnes âgées de 15 et plus qui assurent la production des biens et services au cours d'une période généralement un an. Le signe attendu de cette variable peut être positif ou négatif.

Les dépenses publiques (DP) comprennent toutes les dépenses courantes des administrations publiques pour les achats de biens et de services (y compris la rémunération des salariés). Il comprend également la plupart des dépenses de défense et de sécurité nationales, la consommation finale des administrations, mais exclut les dépenses militaires du gouvernement qui font partie de la formation de capital du gouvernement. La prise en compte des dépenses publiques est légitimée pour au moins deux raisons. Le signe attendu est positif.

Qualité de la réglementation (QR) saisit les perceptions de la capacité du gouvernement à formuler et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations judicieuses permettant et encourageant le développement du secteur privé. Le signe attendu est positif.

Contrôle de la corruption (CC) capture les perceptions sur la mesure dans laquelle le pouvoir public est exercé pour le gain privé, y compris les petites et grandes formes de corruption, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés. Le signe attendu est positif.

Productivité globale environnementale des facteurs (PGEF) contribue à la croissance économique, qui pourrait ne pas refléter le niveau réel de soutenabilité de cette croissance. Elle est déterminée en tenant compte du fait qu'au sein de l'économie, il puisse exister de mauvais facteurs de production, ou que l'on puisse produire des biens indésirés. Le signe attendu est négatif.

Terre agricole (TA) qui est une autre potentialité naturelle comme la terre est prise en compte, du fait qu'elle est un préalable au développement agricole qui constitue un des principaux piliers du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

4.2. Spécification du modèle

Dans cette partie, un modèle de croissance est proposé, il comprend la variable qui capte la croissance durable, ainsi que des variables de contrôle, la méthode des données de panel sera utilisée pour estimer ce modèle. Car l'utilisation des modèles de panel présente certains avantages et mieux adaptés pour étudier la dynamique du changement et des modèles comportementaux complexes (Gil-García, 2014).

Notre analyse utilise les données statistiques collectées provenant de diverses sources (WDI (2020), WGI, (2020) et Pen world table, (2021)). On utilise les données de 06 pays de la CEMAC sur une période de 25 ans (1995-2020) dont 150 observations. Le choix de l'estimation par panel se justifie dans la mesure du bon contrôle de l'hétérogénéité individuelle afin d'identifier les caractéristiques inobservables et donner plus d'informations sur la fiabilité de l'estimation (Baltagi, 2005).

Notre modèle s'inspire largement des études de panel effectué qui ont mis en relation les indicateurs de la qualité des institutions et avec le modèle principal d'Okombi, (2017). Le modèle estimé a la forme suivante :

$$\text{LPIBR}_t = \beta_0 + \beta_1 \text{LFBCF}_t + \beta_2 \text{LPO}_t + \beta_3 \text{LDP}_t + \beta_4 \text{LOUV}_t + \beta_5 \text{LTER}_t + \beta_6 \text{LPPETR}_t + \beta_7 \text{LINSPO}_t + \beta_8 \text{LD LEC}_t + U_t \quad (1)$$

Ce modèle est essentiellement une spécification du modèle de Mankiw et al., (1992), mais sur des données de panel et a pour variable dépendante le PIBR qui mesure la croissance

économique de longue période. L'auteur explique que pour avoir une forte croissance et durable, il est évident de tenir compte de certains indicateurs tels que la terre agricole, l'ouverture commerciale, la formation brute du capital fixe, l'indice global de droit politique, etc. ce modèle montre que la croissance ne s'explique pas seulement par les facteurs traditionnels (capital, travail et progrès technique), mais aussi les variables liées à l'environnement.

Notre modèle statique peut être dérivé du modèle (1) en ajoutant quelques indicateurs de la durabilité de la croissance afin de simuler les trois dimensions (sociales, économiques et environnementales). Nous avons donné une formulation initiale sous la forme mathématique et agrégée du modèle se déclinera comme suite :

$$\begin{aligned} \text{PIBH}_{i,t} = & \beta_0 + \beta_1 \text{PIBH}_{i,t-1} + \beta_2 \text{STAP}_{i,t} + \beta_3 \text{FBCF}_{i,t} + \beta_4 \text{DP}_{i,t} \\ & + \beta_5 \text{OUV}_{i,t} + \beta_6 \text{PGEF}_{i,t} + \beta_7 \text{PA}_{i,t} + \beta_8 \text{TA}_{i,t} + \beta_9 \text{QR}_{i,t} + \beta_{10} \text{CC}_{i,t} + \varepsilon_{i,t} \end{aligned} \quad (2)$$

Avec **PIBH** le taux de croissance économique soutenable du PIB en pourcentage annuel; **STAP** la stabilité politique; **FBCF** la formation brute du capital fixe ; **PA** la population active; **DP** les dépenses publiques ; **OUV** l'ouverture commerciale ; **TA** la terre agricole ; **QR** la qualité de la réglementation; **CC** contrôle de la corruption; **PGEF**, productivité globale environnementale des facteurs, **t** la dimension temporelle ; **ε** le reste de la perturbation (terme d'erreur) et $\beta_0; \dots; \beta_9$ représentent les paramètres à estimer c'est-à-dire les coefficients qui sont associés à chaque variable.

5. Résultats et Discussions

5.1 Résultats de tests de racine unitaire et de Cointegration

Avant d'estimer la relation entre notre variable expliquée et nos variables explicatives, il y a une nécessité d'étudier la stationnarité des variables et de déterminer en conséquence l'ordre d'intégration de chacune des variables. Pour ce faire, nous appliquons le test de racine unitaire d'ADF (Dickey Fuller Augmenté). Le choix de test de racine unitaire en données de panel dépend du type de données (balanced ou unbalanced, c'est-à-dire selon qu'il y ait les données manquantes ou non dans la base de données constituée à cet effet. Étant donné que la base de données que nous avons constituée présente des données manquantes, la littérature conseille de recourir au test d'Im-Pesaran-Shin (2003). Ce test est aussi approprié dans la mesure lorsque la taille de l'échantillon est moyenne ou considérable, et que la période d'étude est restreinte. Ce qui est le cas de notre étude l'hypothèse émise est la suivante :

H_0 : Les séries ne sont pas stationnaires

H_1 : Les séries sont stationnaires

Lorsque la probabilité du test est inférieure à 10%, alors on valide l'hypothèse H_1 et on rejette l'hypothèse H_0 . Inversement, si la probabilité du test est supérieure à 10%, on valide l'hypothèse H_0 et on rejette l'hypothèse H_1 . Nous avons effectué le test d'Im, Pesaran et Shin (2003) pour tester la stationnarité de nos variables. Ce test est similaire au test d'ADF et il est stable, il demeure applicable aux modèles de données de panel. Les résultats de ce test sont donnés dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Résultats des tests de racine unitaire d'ADF

Variables	TEST EN DIFFÉRENCE		Ordre d'intégration	Cross sections	Observation	Décision
	Statistic	Prob				
PIBH	-2.31054	0.0104	(1)	6	144	Stationnaire
STAP	-0.22257	0.4119	(1)	6	144	Stationnaire
QR	-0.83420	0.2021	(1)	6	144	Stationnaire
FBCF	-2.18158	0.0146	(1)	6	144	Stationnaire
OUV	0.48070	0.6846	(1)	6	144	Stationnaire
PA	-4.10592	0.0000	(1)	6	144	Stationnaire
DP	5.42735	0.0000	(1)	6	144	Stationnaire
TA	4.26000	1.0000	(1)	6	144	Stationnaire
CC	-1.92006	0.0274	(1)	6	144	Stationnaire
PGEF	-3.2926	0.0001	(1)	6	144	Stationnaire
Statistique d'Im Pesaran et Shin	/	0.0000	/	/	/	Absence de racine unitaire commune

Source : Auteurs à partir de données de la WDI (2021), WGI (2021)

Dans ce tableau, il ressort que les variables de notre modèle économétrique ont le même ordre d'intégration. On constate donc que la variable dépendante qui est le PIB par habitant est stationnaire en différence première c'est-à-dire que son ordre d'intégration est 1 avec une valeur statistique de -2.31054 et une significativité inférieure à un seuil de 10%, (0,0104).

La variable d'intérêts, la stabilité politique est stationnaires en différence première c'est-à-dire que leur ordre d'intégration est 1 avec respectivement une valeur statistique de -0.22257 et une significativité inférieure a un seuil de 5% (0.0411). Outre les variables de contrôles, Formation Brute du Capital Fixe, l'ouverture commerciale, terre agricole, qualité, réglementation et les dépenses publiques économiques sont stationnaires en niveau c'est-à-dire que leur ordre d'intégration est 1, seule la dernière variable a une significativité inférieure à un seuil de 5%. La variable PGEF (productivité globale environnementale des facteurs) est également stationnaire en différence première c'est-à-dire que son ordre d'intégration est 1 avec une valeur statistique de -3.2926 et une significativité inférieure à un seuil de 5%, (0.0001).

La théorie de la cointégration permet de spécifier des relations stables à long terme tout en analysant conjointement la dynamique de court terme des variables. Ces tests de cointégration en panel se sont développés autour celui de Kao (1999) qui sont les plus utilisés dans les travaux empiriques et permettent d'éviter le problème de régression fallacieuse dans les séries. Kao a conçu plusieurs tests du type ADF de stationnarité des résidus de la relation de cointégration. Dans ces tests, les vecteurs de cointégration sont considérés comme homogènes suivant les individus, et l'hypothèse nulle est l'absence de cointégration.

Tableau 2 : test de cointegration

Kao test for cointegration

	Statistic	P-value
<i>Modified Dickey-Fuller t</i>	-12.7862	0.0000
<i>Dickey-Fuller t</i>	-9.0066	0.0000
<i>Augmented Dickey-Fuller t</i>	-6.8685	0.0000
<i>Unadjusted modified Dickey-Fuller t</i>	-14.7796	0.0000
<i>Unadjusted Dickey-Fuller t</i>	-9.1612	0.0000

Source : Auteurs à partir de données de la WDI (2021), WGI (2021)

Le tableau 2 présentant le test de kao, montre que les p-values sont tous significatifs sur toutes les variables. Ces cointégrations montrent qu'elles existent dans une seule relation entre les variables, il y a une relation de long terme entre variables de notre étude. De ce fait, nous analysons la robustesse de nos résultats suivant la méthode d'estimation des Doubles Moindres Carrés (DMC) en prenant en compte l'endogénéité de la croissance économique durable et l'effet de long terme des institutions. Donc, L'étendue des défis varie d'un élément de la qualité des institutions à un autre à l'intérieur de chaque région.

5.2. Analyse de robustesses des résultats

Tout d'abord, les tests économétriques que nous avons menés sur le modèle se sont avérés concluants. D'après les résultats obtenus de test de Fisher R2 présente un P-value significatif et supérieur à 5% ceci traduit la validité de nos instruments et cela montre qu'elles sont globalement acceptables. Nous acceptons donc l'hypothèse nulle selon laquelle les variables instrumentales utilisées dans le modèle sont valides.

Globalement, dans l'ensemble des régressions, on remarque aussi que les coefficients affectés à la variable dépendante indiquent une persistance de la croissance soutenable en CEMAC et donc l'existence d'un effet dont la stabilité politique affecte positivement des activités relatives à la croissance économique soutenue. De la même manière, ces résultats suggèrent que la présence d'une bonne institution dans un pays est un indicateur d'une croissance économique à court et à long terme (Kormendi et Meguire, 1985 ; Scully, 1988 ; Londregan et Poole, 1992 et Gnanngnon, 2019). Nous présentons les résultats issus de nos estimations de la méthode de DMC respectivement pour l'échantillon constitué (1), (2) et (3) colonnes. Les résultats d'estimations sont présentés dans ce tableau ci-après.

Tableau 3 : Effet de la stabilité politique sur la croissance économique durable en zone CEMAC

Variables Indépendantes		Variable dépendante : PIBH Période :1995–2020		
		DMC		
		(1)	(2)	(3)
Constante		-0.245 (0.165)	0.583 (0.458)	-0.038 (0.241)
PIB par habitant (PIBH _{t-1})		0.005* (0.004)	0.077* (0.094)	0.005 * (0.004)
Stabilité politique (STAP)		-0.020*** (0.004)	0.041*** (0.008)	0.003*** (0.002)
Variables de contrôle	Qualité de la réglementation (QR)	0.003*** (0.002)	/	-0.006 (0.005)
	Formation brute du capital fixe (FBCF)	-0.007 (0.005)	/	0.005 (0.004)
	Ouverture commerciale (OUV)	1.44e *** (5.01e)	/	1.38e ** (5.33e)
	Population active (PA)	-2.05e *** (3.15e)	/	2.13e*** (3.22e)
	Contrôle de la corruption (CC)	/	-0.069*** (0.017)	-0.012 (0.009)
	Dépenses publiques (DP)	/	-0.058 (0.170)	-0.043 (0.088)
	Terre agricole (TA)	/	-0.001 (0.004)	-0.001 (0.002)
	Productivité globale environnementale des facteurs	/	0.019 (0.029)	0.003 (0.015)

Nombre d'observations	156	156	156
Nombre de pays	6	6	6
Fisher (p-value)	0.000	0.000	0.000
R-Square	0.812	0.238	0.815

(***), (**) et (*) représentent respectivement 1%, 5% et 10% du degré de significativité.

Source : Auteurs à partir de données de la WDI (2021, WGI(2021))

Dans le modèle DMC qui consiste à affecter à chaque variable soupçonnée de souffrir du biais d'endogénéité, au moins une variable instrumentale. Cette variable est corrélée avec la variable source d'endogénéité, mais qui n'est pas corrélée avec le terme d'erreur. Outre les variables instrumentales exogènes au modèle, il est également possible d'utiliser les variables retardées des variables endogènes comme instruments, puisque celles-ci sont supposées non corrélées avec les résidus. Le test de Fisher est concluant pour l'ensemble de ces estimations puisque sa probabilité est inférieure au seuil de 1%. Cela signifie donc que notre modèle est globalement significatif et bon.

Au sujet de l'analyse du tableau 3, le test de robustesse montre que la stabilité politique affecte positivement et significativement la croissance soutenable. En effet, une augmentation de 1% de la stabilité politique conduit à la hausse de 0.003% à un seuil de 1% de significativité. Cela prouve que la stabilité politique est la cause principale de la croissance économique. Autrement dit, l'instabilité politique est préjudiciable à l'activité de production en raison des ruptures qu'elle entraîne dans le processus de création de richesse et de l'augmentation du risque de perte de capital, cas qui peut se présenter lors de révolutions, de coups d'État. Plus la qualité des institutions est élevée, moins la croissance est instable. Ceci peut se justifier par le fait que la stabilité politique est le signal d'une confiance peu élevée des citoyens vis-à-vis du système politique renforçant de ce fait la crédibilité de politiques mises en œuvre.

En effet, une augmentation de la formation brute du capital fixe de 1% entraîne une augmentation de la croissance de 0,005% avec un seuil significatif de 1%. Ceci explique bien le rôle prépondérant joué par l'investissement privé dans l'économie de la CEMAC. De même, l'ouverture commerciale de 1% se traduit par une hausse de la croissance économique de 1,38%. Une explication plausible de cet effet positif peut être due à un taux moyennement élevé de la diversification de l'économie de cette zone, car ceci va réduire son exposition aux chocs exogènes, rejetant ainsi les arguments selon lesquels, les pays africains n'étaient pas préparés à relever le défi de l'ouverture commerciale. De plus, le commerce peut être présenté comme résultante directe d'augmentation de la croissance économique et il peut être l'un des facteurs qui déclenchent l'éclosion de l'innovation, le progrès technique et par la suite le revenu renvoyant probablement à la CES.

Les dépenses publiques présentent un effet négatif sur la CED. Ces résultats infirment le signe attendu dans notre étude puisqu'ils sont censés impacter positivement la croissance soutenable, en raison des externalités positives qu'elles engendrent, car ces externalités profitent aux activités du secteur privé. Quant à la variable PGEF, elle affecte positivement cette dernière. Une augmentation de 1% de cette variable entraîne « ceterus paribus » une augmentation de 0.042 d'un indice de la croissance soutenable.

La variable terre agricole est négative et non significative au seuil de 5%. Une augmentation de 1% de cette variable entraîne « ceterus paribus » une diminution de 0.337 d'un indice de la croissance durable. Au contraire, cela freine la CED. En effet, la progression de celle-ci pousse les populations à exiger une amélioration de leur condition de vie, et une telle démarche engendre un ralentissement de l'activité économique et par ricochet la croissance économique. La variable CC affecte négativement la CES à un seuil significatif de 1%. Son augmentation de 1% réduit la croissance de 0,012 %. En effet, la corruption devrait réduire la croissance du fait qu'elle fausse l'allocation des ressources, empêche leur maximisation et diminue les incitations

à l'investissement (El Jabri, 2022). Pour une part importante, cela est dû à des niveaux élevés de corruption, qui entraînent une faiblesse de l'État de droit, un environnement commercial difficile et une faible efficacité des gouvernements. De même, la qualité de la réglementation affecte négativement, mais pas significativement la croissance durable. Une augmentation d'une unité de celle-ci entraîne une réduction de la croissance. Par ailleurs les agents ont tendance à perdre confiance et à ne respecter pas les règles de la société, et en particulier la qualité de l'exécution des contrats, les droits de propriété, l'impartialité de la justice (police et tribunaux), ainsi que la probabilité de crime et de violence (North, 1990 ; Etsiba et al., 2018). On conclut dans ce cas donc que nous acceptons l'hypothèse selon laquelle la qualité des institutions influence positivement et significativement la croissance économique durable en zone CEMAC.

5.3. Discussion

Il ressort des résultats de l'estimation effectuée à l'aide du modèle (DMC) qu'à long terme, la stabilité politique associée à la croissance durable apparaît significative, ce qui est conforme à nos prévisions. Rappelons que notre première hypothèse stipule que : La stabilité politique a un impact positif et significatif sur la CES. Ces résultats permettent alors de dire que l'hypothèse n°1 est confirmée.

La variable « stabilité politique » affecte positivement la CES, ceci qui montre que les pays avec plus de réformes destinées à faciliter la création et le développement économique ont connu des taux de croissance économique plus élevés (Haidar, 2009). Ce résultat conforte la conclusion de Tsassa et Yamb (2001) précisent dans ce sens que la stabilité politique joue un rôle favorable sur la croissance économique en CEMAC et que le contraire constitue un frein à la croissance. Il va dans le même sens que l'analyse d'Alesina et Perotti, (1996) qui trouvent que la stabilité politique est la cause principale de la croissance économique. Ces résultats suggèrent, en outre, que le rapport d'instabilité politique et croissance durable est défavorable et il est également trouvé dans les analyses de (Fosu, 1992 ; Hafiz et al., 2016).

Du côté de la formation brute du capital fixe est un véritable réseau pour booster le PIB par habitant en zone CEMAC. Nos résultats montrent qu'elle est un maillon essentiel dans l'amélioration d'une croissance soutenable. Cela va dans le même sens que l'étude menée par Okombi (2017) au Congo sur 21 échantillons. Il est aussi conforme aux conclusions de Mengue (2013) selon lesquelles, l'investissement privé a un effet positif sur la croissance économique au Congo.

Concernent les dépenses publiques et la PA, tel résultat confirme l'idée selon laquelle les dépenses publiques sont productives dans les pays de la CEMAC. Un tel résultat confirme aussi l'idée selon laquelle les dépenses publiques ne sont pas productives en CEMAC. Il vient également invalider la position de Ngakosso (2016) sur le rôle joué par les dépenses publiques dans la promotion de la croissance dans le contexte spécifique congolais.

Parlant de l'ouverture commerciale, nos résultats expliquent son effet sur la croissance à la hausse. Nous pouvons dire que cette tendance haussière risque encore de se poursuivre dans les années à venir, avec la signature et l'entrée en vigueur des Accords de Partenariat Economique (APE) pour la plupart des pays de la sous-région, notamment le Cameroun. Nos résultats infirment ceux obtenus par Umba (2015) avec le rôle défavorable de l'ouverture commerciale dans la promotion de la croissance en République Démocratique du Congo. De même, nos résultats attestent également que le facteur terre agricole a un effet négatif et non significatif sur la croissance économique durable, ce qui remet en cause l'idée ventilée par les physiocrates, reconnaissant l'agriculture comme seule source de création de la richesse (Abdullah et al., 2015). Ce résultat montre aussi que la transition agricole, qui est un élément essentiel de la croissance n'est pas encore effective (Xie et al., 2017).

Concernant la variable qualité de la réglementation, notre étude montre qu'elle affecte négativement la croissance durable et ce qui est contraire à nos prévisions. Elle réduit donc la confiance dans les institutions publiques et les processus politiques, ce qui entrave la démocratie (El Morchid, 2016). En plus, la corruption a un effet négatif sur la croissance économique soutenable puisqu'il parvient de contrôler les flux de corruption afin d'améliorer la qualité des services liés à l'épanouissement d'une nation. Ces résultats corroborent à ceux de Mauro (1995) qui met en évidence une corrélation négative entre la corruption et le taux d'investissement et entre la corruption et le taux de croissance pour 67 pays durant la période 1960-1985 (El Jabri, 2022). En effet, la corruption agit comme une taxe sur la conduite des transactions, qui, par le biais de divers canaux, affecte les institutions d'un pays ainsi que son économie (Essardi et Hemza, 2022).

En bref, tous les pays de cette sous-région doivent renforcer leur qualité institutionnelle, réduire la corruption et les conflits externes, de même, ils doivent assurer un bon fonctionnement du système politique, ce qui va œuvrer d'une manière favorable dans l'augmentation du taux de croissance économique de la région. Pour tout résumer, il faut à tout prix maintenir un environnement économique et social stable et paisible.

6. Conclusion

Cet article a analysé les déterminants de la qualité des institutions pour la période 1995-2020, avec un intérêt particulier du rôle de la stabilité politique pour la CES. Au regard de notre étude, nous pouvons suggérer que la lecture de la stabilité politique à la lumière de la nouvelle économie institutionnelle est très importante pour garantir la promotion de la croissance durable, car elle intègre correctement et de manière assez novatrice les enjeux environnementaux aux enjeux historiquement plus classiques du développement. À cet effet, en raison de sa gouvernance stable et de sa performance encore favorable, la CEMAC a tiré véritablement profit.

Cette revue de littérature systématique vise à analyser les différents travaux qui ont étudié cette relation et à en tirer des enseignements pour améliorer la compréhension de ce sujet. Les résultats obtenus de l'estimation d'un modèle à travers la méthode DMC montre que la qualité des institutions dans son ensemble et particulier une politique stable et qu'il existe un lien positif et significatif entre la stabilité politique et la croissance économique soutenable en zone CEMAC. Ainsi, les évolutions institutionnelles et réglementaires futures en CEMAC doivent être déterminées par une volonté de réforme profonde qui entrainerait une transformation du système économique. Pourtant, ces résultats ont des limites. Ils nécessitent davantage d'approfondissement et une spécification d'un modèle avec des données provenant d'une seule base et prendre en compte les indicateurs de la qualité des institutions économiques de la fondation héritage. Ceux-ci seront d'une grande utilité pour déterminer réellement la performance économique dans cette région.

Nous pouvons suggérer que les décideurs doivent prendre en considération les institutions informelles dans l'élaboration des stratégies de l'instabilité politique et la promotion de l'intégration régionale tout en établissant des objectifs communs. Faudra également diversifier leurs économies pour ne pas être dépendants de leurs ressources naturelles pour élargir sa croissance.

Références

- (1). Abdullah, A., Oucouliagos, D.H. et Anning, M.E., (2015). Does education reduce income inequality? a meta-regression analysis. *Journal of Economic Surveys*, 29(2):301–316.

- (2). Acemoglu, D., Johnson, S. & Robinson, J. (2004). *Institutions as the Fundamental Cause of Long-Run Growth* (Working Paper No 10481; Working Paper Series. National Bureau of Economic Research. <https://doi.org/10.3386/w10481>
- (3). Acemoglu D. & Johnson S. (2005). Unbundling Institutions, *Journal of Political Economy*, 2005, Vol.113. N°5.
- (4). Alesina A. & Perotti R. (1996). Political Instability and Economic growth, *Journal of Economic Growth*, Vol. 7, No. 3, pp. 3.14.
- (5). Barro RJ. (1991). Economic Growth in Cross Section of Countries, *Quarterly Journal of Economics*, Nr106, p.407-443
- (6). Breuer A., Janetschek H. & Malerba D. (2019). Translating sustainable development goal (SDG) Interdependencies into policy advice: Sustainability, Bonn, Germany: MDPI German Development Institute (DIE).
- (7). Coase RH. (2000) " L'économie néo-institutionnelle" *Revue d'économie industrielle*, N° 92, Vol. 2e et 3e trimestres, pp. 51-54
- (8). EL JABRI, S. (2022). La corruption : lecture à la lumière de la nouvelle économie institutionnelle. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(3-1), 49-63. <https://doi.org>
- (9). El Morchid, B. (2016). Pour une meilleure intégration des institutions informelles dans les stratégies de développement en Afrique : une approche néo-institutionnelle. *Afrique et développement*, 41(2) , 71-96
- (10). Elkhider, A., et elmaataoui, O. (2022). L'impact de la gouvernance sur la performance universitaire dans les pays de l'Afrique Subsaharienne : une analyse économétrique avec données de panel. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(5-2), 42-62. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7121304>
- (11). Essardi, O., & Ben Hemza, A. (2022). The study of the relation between education and economic growth: A bibliometric analysis and systematic literature review using VOSviewer. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 3(5-1), 148-169. <https://doi.org/10.5281/zenodo.7121434>
- (12). Etsiba S., Ndombi AFG. et Bozongo JC. (2018) "effets de la gouvernance institutionnelle sur la croissance économique : cas de la CEMAC " *Annales de l'Université Marien N'gouabi*, vol 18(1): pp 138-148.
- (13). Fosu AK. (1992). Political Instability and Economic Growth: Evidence from Sub-Saharan Africa, *Economic Development and Cultural Change*, 40, 829-841.
- (14). Gerged, A. & Elhaddad, M. (2020). How Can National Governance affect Education Quality in Western Europe? *International Journal of Sustainability in Higher Education*
- (15). Hafiz, M. . et al. (2016). The impact of governance and institutions on education and poverty alleviation: a panel study of SAARC economies. HAUDI A. & DADA I. (2019) « Étude empirique de la relation entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit* « Numéro11: Décembre 2019 / Volume 4 : numéro 3 » p : 727 - 761
- (16). Haidar, J. I., (2009). Investor protections and economic growth. *Economics Letters*, 103(1), 1-4. <https://doi.org/10.1016/j.econlet.2008.12.007>
- (17). Haoudi A. et Dada I. (2019). Étude empirique de la relation entre Gouvernance et Croissance Économique : Cas du Maroc, *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l'audit* « Numéro11: Décembre 2019 / Volume 4 : numéro 3 » p : 727 - 761
- (18). Kouchad, I., & Dinar, B. (2020). Les institutions et la croissance économique : l'indicateur Doing Business et la croissance économique de la région MENA. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics*, 1(3), 298-318. <https://doi.org/10.5281/zenodo.4282337>

- (19). Lauth, H.J. (2014). Change of Systems as a Double Transformation: Formal and Informal Rules. A new Approach to Conceptualizing Transformation Theories.
- (20). Londregan JB. & Poole, KT. (1992). The Political Economy of Economic Growth, Non constitutional Rule and Leadership Succession”, GSIA Working Papers 1991-42,
- (21). Meadows. (1972). The limits to growth, Rapport rédigé par les chercheurs du club de Rome.
- (22). Mauro P. (1995). Corruption and Economics Growth”, Quarterly Journal of, Vol.110, N°3, pp. 681-712.
- (23). Mengue. (2013). Taille optimale de l’État dans les unions monétaires : le cas de la CEMAC, Revue d’Economie Appliquée, vol1, n°1, pp. 29-51.
- (24). Méon PG.et Sekkat K. (2004). Does corruption grease or sand the wheels of growth? Public Choice, vol.122, n° 1: pp. 69-97
- (25). Ngakosso A. (2016). Public Expenses and Economic Growth in Congo, Journal of Economics and Development Studies, Vol. 4, No. 1, pp. 91-102.
- (26). North DC. (1990). Institutions, Institutional Change, and Economic Performance, Cambridge, Cambridge University Press.
- (27). North DC. (1994). Economic performance through time, The American Economic Review, 84 (3): pp. 359-368
- (28). North DC. (1995). The New Institutional Economics and Development, in Harriss, John, Janet Hunter and Colin Lewis (eds) The New Institutional Economics and Third World Development, London: Routledge.
- (29). Oculi, N., et Stephenson, S. R., (2018), Conceptualizing climate vulnerability: Understanding the negotiating strategies of Small Island Developing states. Environmental Science and Policy, N°3, Vol. 85, PP. 72-80
- (30). Okombi. (2017). Determinants of Economic growth in CEMAC Countries: case of Congo. Journal of Economics and Development Studies, Vol. 5, No. 4, pp. 93-102.
- (31). Pesaran, H.M. (2003). A Simple Panel Unit Root Test in the Presence of Cross Section Dependence.
- (32). Reinikka R. et Svensson J. (2004), « Local Capture: Evidence from a Central Government Transfer Program in Uganda », Quarterly Journal of Economics, Vol. 119, No.2, pp. 679 -705.
- (33). Spangenberg H J., Omann I. & Hinterberger H. (2002). sustainable growth criteria, minimum benchmarks and scenarios for unemployment and the environment, *Ecological Economics*, Vol 42, PP 229-243
- (34). Umba G. (2015). Ouverture commerciale et croissance économique en RD Congo : une analyse en équilibre générale calculable, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01184117>.
- (35). Williamson OE. (2007). The Economic Institutions of Capitalism. Firms, Markets, Relational Contracting. In *Das Summa Summarum des Management*, Springer, Vol.109, No.11, pp. 61-75.
- (36). World Bank. (2019). Enterprise survey, (electronic dataset). Washington DC: World Bank ([www.enterprisesurveys.org/data/exploretopics/infrastructure -7](http://www.enterprisesurveys.org/data/exploretopics/infrastructure-7))
- (37). World Bank. (2020). Doing business, World Bank. <https://doi.org/10.1596/978-1-4648-1440-2>
- (38). Xie, R. H., Yuan, Y. J. & Huang J. J., (2017). Different types of environmental regulations and heterogenous influence on Green productivity: Evidence from China. *Ecological Economics*, Vol.10, N° 132, PP. 104-112